N° 2 / Avril 2016

JAB 1004 Lausanne
www.swissaid.ch

LE MONDE SWISSAID

Sans faim ni désespoir, **nous créons l'avenir**

Chère lectrice, cher lecteur,

L'amélioration des conditions de vie des plus démunis dans les pays du Sud est au centre de nos préoccupations. Nous contribuons à la lutte contre la faim et la pauvreté en créant de nouvelles perspectives d'avenir pour des jeunes, en permettant à des femmes d'acquérir leurs propres revenus, ou en formant des paysans aux méthodes d'agriculture écologique. La liste de nos activités est longue, mais notre objectif reste toujours le même : créer des lendemains meilleurs. Ensuite, ce sont les personnes elles-mêmes qui agissent pour construire leur avenir et résoudre les problèmes.

Ces changements doivent toutefois s'inscrire dans la durée. Au bout de quelques années, l'organisation de jeunes, le groupe de femmes ou l'association paysanne, ainsi que les activités économiques qui leur sont associées, doivent pouvoir continuer à exister, même sans le soutien de SWISSAID. C'est pourquoi notre but est également de renforcer le fonctionnement de ces structures.

La lutte contre la pauvreté est également durable lorsque des changements institutionnels ont lieu et que les conditions-cadres sont favorables au développement des petits paysans. Or, l'extraction pétrolière au Tchad, par exemple – qui accapare les terres agricoles de la population et cause des dégâts environnementaux – anéantit toute tentative d'améliorer les conditions de vie des plus pauvres. C'est la raison pour laquelle nous soutenons des organisations de la société civile qui négocient avec les sociétés pétrolières et le gouvernement, afin d'obtenir de justes compensations pour les dommages subis. Retrouvez notre article à ce sujet à la page 4.

« Changer l'avenir » : voilà la devise que SWISSAID souhaite exprimer et partager. Mais sans votre aide, nous ne pouvons créer des changements durables pour les familles les plus démunies de la planète. Je tiens donc à vous remercier de tout cœur pour votre fidélité !

Avec mes meilleures salutations,

Caroline Morel, directrice de SWISSAID

« Je réclame une indemnisation juste et appropriée »
Les paysans du Tchad touchés par l'exploitation pétrolière font valoir leurs droits 4

Le clonage des patates – une tradition ancestrale en Equateur
Planter les germes de pomme de terre pour obtenir de meilleurs résultats 7

Agriculture urbaine en Guinée-Bissau
Les jardins de la capitale Bissau permettent à des femmes et leurs familles de se nourrir correctement 8

Des femmes dynamiques créent des emplois
Des petites entreprises stoppent l'exode rural au Nicaragua 9

Aide d'urgence en Inde
Les familles souffrent de la sécheresse qui sévit depuis 3 ans 10

Stop aux OGM
Après maintes déconvenues, le Burkina Faso abandonne le coton transgénique 11

Chin-genta ?
Syngenta va passer en mains chinoises. Quelles conséquences ? 12

Modestie et engagement
Rencontre avec un couple qui soutient SWISSAID depuis 35 ans 15

Couverture :
Récolte abondante dans les jardins de Granja Pessubé aux portes de Bissau, capitale de la Guinée-Bissau en Afrique de l'Ouest.

Photo : Mitja Rietbrock

Impressum

Edité par SWISSAID,
Fondation suisse pour la coopération au développement
Bureau de Berne : Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, centrale téléphonique 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73, fax 031 351 27 83, courriel : postmaster@swissaid.ch
Antenne romande : rue de Genève 52, 1004 Lausanne, téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel : postmaster@swissaid.ch **Rédaction :** Pia Wildberger, Zora Schaad, Catherine Morand, Amandine Etter, Sébastien Dutruel **Rédaction photos :** Eliane Baumgartner **Traduction :** cb service Lausanne. **Graphisme, mise en pages et prépresse :** Brandl & Schärer AG, Olten. **Impression :** Stämpfli AG, Berne. Imprimé sur papier FSC. *Le Monde SWISSAID* paraît au minimum quatre fois par an. Une fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre de taxe d'abonnement, afin de pouvoir bénéficier du tarif postal réduit pour les journaux.
Compte postal : CP 30-303-5
IBAN: CH20 0900 0000 3000 0303 5
BIC/SWIFT: POFICHBEXXX

imprimé en suisse

SWISSAID porte le label de qualité du ZEWO attribué aux institutions d'utilité publique. Il garantit une affectation désintéressée des dons, effectuée en connaissance de cause.

Corruption : un accueil au champagne

Au sein du groupe de réflexion NRGI (Natural Resource Governance Institute), Alexandra Gillies est responsable de projets qui donnent parfois des insomnies aux négociants en pétrole peu scrupuleux, ainsi qu'aux représentants de gouvernements corrompus. Ce travail lui plaît beaucoup.

Photo : Eliane Baumgartner, SWISSAID

Intrépide, courageuse et vive d'esprit : Alexandra Gillies est ce que les Américains appellent un « tough cookie ». A 37 ans, la New-Yorkaise a déjà eu quelques altercations avec des puissants de ce monde, toujours pour défendre la cause de populations marginalisées, qui ne tirent aucun bénéfice des richesses nationales.

Au Nigéria, dans le delta du Niger, l'une des principales régions pétrolières d'Afrique, elle a ainsi réussi, après de nombreuses tentatives, à obtenir un rendez-vous avec le gouverneur responsable des questions pétrolières. Lors de cet entretien, son objectif était de demander davantage de transparence dans le secteur pétrolier, et de pointer du doigt la corruption, omniprésente. « Pour m'accueillir, le gouverneur avait commandé trois bouteilles de champagne à 4 heures de l'après-midi », raconte Alexandra Gillies. Une situation embarrassante, dont elle s'est sortie grâce à une bonne dose de sang-froid, et à de solides arguments.

« A chaque phase des discussions, nous nous heurtions cependant à un mur », se souvient-elle. La situation ne s'est améliorée qu'avec les élections au Nigéria qui, il y a un an, ont remanié l'équipe dirigeante à la tête du delta du Niger. « Au NRGI, nous effectuons un travail de lobbying en faveur d'une transparence accrue dans le secteur pétrolier, grâce à des négociations directes, avec les institutions concernées, mais aussi grâce aux pressions de l'opinion publique », explique-t-elle. « La transparence a aussi une composante culturelle : parfois, les gens y sont opposés pour une simple question d'habitude », a-t-elle constaté.

Cette démarche s'appuie sur des faits très concrets. Elle a ainsi participé à une étude en collaboration avec SWISSAID et la Déclaration de Berne, qui démontre, chiffres à l'appui, le rôle majeur joué par des négociants basés en Suisse dans le très lucratif commerce du pétrole africain*. C'est encore avec des faits et des chiffres très précis qu'elle a affronté des représentants gouvernementaux, lors de la conférence de l'ITIE, l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives, fin février 2016 à Lima (voir page 6). SWISSAID collabore régulièrement avec le groupe de réflexion américain NRGI, l'une des plus grandes organisations mondiales dans le domaine de la transparence.

Alexandra Gillies y dirige le service « Governance Programs ». Elle a rejoint le NRGI alors qu'elle séjournait encore au Nigéria, où elle était en train de finaliser sa thèse de doctorat, grâce à une bourse de la Fullbright Foundation. « Le Nigéria est un pays formidable », déclare-t-elle, précisant qu'elle y a de nombreux amis. « C'est un pays tout sauf passif, plein d'énergie, à la fois dur et très complexe. » Elle dit en connaître tous les rouages du quotidien. Et on la croit sur parole quand elle raconte que, pendant les nombreuses années passées au Nigéria, elle n'a jamais versé un seul « pourboire » à un « agent de la circulation » ni à un bandit.

> « La transparence a aussi une composante culturelle : parfois, les gens y sont opposés pour une simple question d'habitude. »

Qu'est-ce qui motive cette Américaine d'une grande modestie, qui, du haut de ses 1 mètre 85, a plus l'allure d'un mannequin que celle d'une aventurière ? Très discrète, elle nous confie tout de même apprécier pratiquer le basket durant son temps libre, ou encore lire des livres, avec une préférence pour des biographies et des romans policiers.

Et professionnellement ? « Le secteur du pétrole est extrêmement complexe. C'est à la fois stimulant sur le plan intellectuel et très passionnant ! » Selon elle, l'un des principaux succès est le programme de formation continue pour journalistes en Afrique, auquel elle a participé, qui doit permettre à ces derniers de mieux remettre en cause les agissements des gouvernements et des grands groupes. « C'est une victoire quand les puissants dorment un peu moins bien ! », conclut-elle.

Pia Wildberger

« Les négociants suisses, le pétrole africain et les risques de l'opacité », de SWISSAID, de la Déclaration de Berne et du NRGI : **www.swissaid.ch/fr/matieres-premieres*

L'exploitation pétrolière chasse les paysans de leurs terres

Dans le sud du Tchad, riche en pétrole, les villageois sont privés de leurs terres. Des compensations bien gérées peuvent permettre de prendre un nouveau départ. Sinon, c'est la précarité et les petits boulots journaliers qui les attendent dans les villes. Des organisations soutenues par SWISSAID appuient les villageois dans leur recherche de solutions.

D'un côté, des compagnies pétrolières qui disposent de leur propre aéroport, de routes, d'électricité et de projecteurs lumineux. De l'autre, à deux pas des installations d'extraction, des villageois qui vivent dans des cases au toit de paille, des enfants en guenilles, des écoles sous le manguier, des terres asséchées. L'eau potable est disponible au mieux au puits du village, et l'électricité ne fonctionne que par ouï-dire. Mais l'espoir existe que des familles puissent être indemnisées pour les champs dont elles ont été expropriées, et prennent ainsi un nouveau départ.

Au milieu de la misère, une belle histoire

Cet espoir est incarné par Nathan Dogolmbayé, 27 ans, qui vit dans le village de Bemangra. Sa maison s'éclaire d'une lueur vert pastel sous le soleil couchant. Deux enfants cachés derrière le papayer jettent des regards curieux tandis que quelques poules caquettent dans la cour impeccablement balayée. Il y a cinq ans, le groupe pétrolier Griffith (devenu Glencore) s'est «assuré» deux hectares de ses meilleures terres agricoles afin d'y extraire du pétrole. Avec l'appui d'une organisation partenaire de SWISSAID, Nathan a exigé une compensation et obtenu, à peine un an plus tard, environ 1700 francs. Avec cette somme, il a acquis, sur les conseils de l'organisation, un hectare de terres cultivables ainsi que des outils, des moutons, des chèvres et des arachides, qu'il a revendues plus tard en faisant un bénéfice. Il a en outre donné une partie de l'argent à sa femme qui a démarré un petit commerce de beignets au marché local. «Aujourd'hui, je cultive 4 hectares et nous avons assez à manger toute l'année.»

Mais les expropriations ne se terminent pas toutes aussi bien. La zone pétrolière située près de Moundou, dans le sud du Tchad, est immense. Esso, Glencore et la Chinese National Petroleum Company y extraient l'or noir, pour certaines compagnies depuis 2003. Une activité qui a surtout enrichi l'élite de ce pays très pauvre et les compagnies pétrolières elles-mêmes. La population, elle, n'en retire pas grand-chose… si ce n'est la destruction de l'environnement, et une accentuation de la pauvreté et de la malnutrition dans les villages.

Les défenseurs des droits humains menacés

Dans 26 villages, l'organisation EPOZOP a aidé les paysans à lancer un processus d'indemnisation devant le tribunal arbitral de la Banque mondiale (voir l'article ci-contre). Les verdicts devraient bientôt être rendus. «Les choses se présentent bien», annonce Urbain Moyombayé, directeur d'EPOZOP, qui conseille les paysans, entretient des contacts avec l'ensemble des parties, dont il a gagné la confiance et le respect. Il suit l'affaire depuis si longtemps qu'il connaît toutes les personnes impliquées.

Ce qui représente un avantage incontestable. Car les autorités ont jeté sur les affaires pétrolières un voile opaque, fait de dissimulations et de clientélisme. Dans le budget public, 7 francs sur 10 proviennent directement des activités pétrolières. Et tous ceux qui exigent davantage de transparence ou qui s'engagent en faveur des droits humains vivent dangereusement. Urbain Moyombayé a déjà survécu à deux tentatives d'assassinat. «Mais je n'abandonnerai jamais.»

La coexistence de l'agriculture et de l'extraction pétrolière est difficile. Les dégâts environnementaux sont considérables: dans les paysages de cratères laissés par l'aménagement des pompes et des plateformes, des mares insalubres se forment, où plus rien ne pousse. Même les champs que les groupes pétroliers prétendent avoir remis en état ne «sont presque plus fertiles» se plaignent les paysans de la région. Par ailleurs, les entreprises affirment trop souvent ne devoir aucune indemnisation aux villageois, sous prétexte que les champs étaient en jachère.

Cette coexistence n'est pas seulement difficile: elle est aussi épuisante pour les membres des organisations de la société civile, qui ont lutté pendant des années en faveur d'une plus grande transparence. D'où leur affaiblissement au cours de ces dernières années. En 2015 toutefois, les jeunes des villages concernés ont décidé de se mobiliser à nouveau. Ils ont réuni les villageois, pris au sérieux les préoccupations des hommes et des femmes qui avaient été lésés par l'extraction pétrolière, et cherché à nouer le dialogue. Dans ce contexte, SWISSAID a décidé de continuer à soutenir les organisations dans leur lutte pour que les richesses du sous-sol tchadien profitent aussi à la population. Et pour que les familles de paysans, comme celles de Nathan Dogolmbayé et d'Isaac Madjiledé, aient un avenir dans leurs villages d'origine.

Pia Wildberger, Moundou

Tchad

VOTRE AIDE CONCRÈTE

160 francs

Avec cette somme, vous financez par exemple au **Tchad** l'achat d'un appareil photo destiné à documenter les dégâts environnementaux dus à l'exploitation pétrolière afin d'exiger des indemnisations. Un don de 50 francs permet à cinq activistes locaux de remplir les réservoirs des motos avec lesquelles ils se rendent dans les villages (1 litre coûte environ 1 franc).

SWISSAID – Changer l'avenir.

Photo: Mitja Rietbrock

« Je réclame une indemnisation juste et appropriée »

« Je m'appelle Isaac Madjiledé, j'ai 74 ans. Il y a une dizaine d'année, Esso est arrivée et m'a pris mes champs. Nous habitons juste à côté des zones de forage. Je me suis défendu et, avec quelques autres paysans, nous n'avons pas voulu capituler. Le chef de la région m'a assuré qu'il se mobiliserait pour moi. Mais il ne s'est rien passé. Je possédais autrefois un hectare et demi de terres fertiles. Esso m'a finalement indemnisé pour un demi-hectare, prétendant que le reste n'était pas exploité, ce qui est faux.

Il y a cinq ans, l'organisation EPOZOP a réuni les plaintes des paysans de la région et a intenté une action auprès du tribunal arbitral de la Banque mondiale. Je réclame une indemnisation juste et appropriée pour mon hectare de terres agricoles et pour les deux arbres fruitiers qui y poussaient.

Je suis marié et 5 de mes petits-enfants vivent sous notre toit. Je possède en outre 4 bœufs, 3 chèvres et 5 poules. Pour nous nourrir, nous cultivons le plus grand nombre de plantes possible dans le jardin autour de la maison. Parfois, je produis du charbon de bois que je revends, ou j'aide d'autres paysans aux champs moyennant rémunération. Mais ce n'est jamais assez.

La décision devrait tomber bientôt. Selon EPOZOP, mes chances sont bonnes. L'enjeu : plus d'un million de francs CFA, soit environ 2000 francs. Je n'en donnerai pas un centime au chef du village. Si j'obtiens quelque chose, je louerai des terres pour que nous puissions à nouveau cultiver en quantité suffisante et que nous n'ayons plus faim. Acheter du terrain n'est plus possible dans la région. J'achèterai des aliments et peut-être un bœuf pour l'un de mes enfants. Sinon, je ne sais pas encore. »

Propos recueillis par Pia Wildberger

Dynamique mondiale en faveur d'une transparence accrue

Prise de parole de SWISSAID sur la transparence dans le secteur des matières premières devant plusieurs représentants étatiques et de la société civile à Lima.

Des avancées lentes mais régulières sont à signaler dans la lutte visant à instaurer une transparence accrue dans le secteur des matières premières. Si un projet de loi se fait attendre en Suisse, des progrès considérables sont accomplis à l'échelle internationale – comme l'ont montré les récentes conférences mondiales de la coalition des ONG PCQVP (Publiez ce que vous payez) et de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) au Pérou.

Les faits sont là: entre 2010 et 2014, la compagnie pétrolière du Nigéria (NNPC) a perdu plusieurs milliards de dollars suite à d'obscures affaires liées au commerce pétrolier avec des sociétés privées. Et en 2013, en République du Congo, la raffinerie pétrolière étatique Coraf a octroyé des conditions à ce point avantageuses à la société de négoce de matières premières Philia établie à Genève que celle-ci, propriété d'un ami du fils du président congolais, a gagné des millions sur le dos de l'Etat.

Ces deux cas ont un point commun: l'argent provenant de la vente de matières premières par des sociétés d'Etat aurait dû alimenter les caisses publiques pour financer des projets nationaux de développement durable pertinents. Pour empêcher de tels scandales, davantage de transparence est requise de toute urgence dans les flux de paiements entre sociétés d'Etat et sociétés de négoce des matières premières. C'est ce qu'exigent depuis longtemps SWISSAID et ses partenaires de la coalition d'ONG Publiez ce que vous payez.

Dynamique internationale

Il est entre-temps difficile de ne pas remarquer la dynamique qui s'est emparée de la transparence dans le négoce des matières premières à l'échelle mondiale. A la conférence de la coalition PCQVP tenue à la fin février à Lima (Pérou), SWISSAID et le National Resource Governance Institute (NRGI) ont par exemple organisé un séminaire très remarqué sur le sujet. «La pression internationale et des dispositions légales sont cruciales sur la voie de la transparence», a par exemple martelé le militant azerbaïdjanais Gubad Ibadoghlu. Dans son pays, il se voit confronté à un gouvernement très avare en informations sur le négoce des matières premières.

Lors de la conférence mondiale de l'Initiative pour la transparence des industries extractives (ITIE) organisée à Lima dans la foulée, le négoce des matières premières a aussi été en vedette dans un forum de discussion auquel SWISSAID a notamment pris part. L'ITIE est la seule institution mettant en œuvre des règles de transparence applicables au négoce des matières premières. Mais les rapports qu'elle a publiés jusqu'ici sont d'une qualité très inégale. Un groupe de travail chargé de mettre au point des règles ITIE pertinentes a donc été institué lors de la séance du comité de l'ITIE convoquée en octobre dernier à Berne.

Comme l'ITIE ne réunit de loin pas tous les pays exportateurs de matières premières, des lois de transparence complémentaires sont impératives dans les pays où les sociétés commerciales sont implantées. Cela concerne la Suisse au premier chef, comme principale place mondiale du négoce des matières premières. Mais le Conseil fédéral se montre pour l'heure peu enclin à formuler de telles règles de transparence pour les sociétés commerciales dans la révision en cours du droit des sociétés anonymes. Avec ses partenaires des places anglaises et américaines du négoce des matières premières, SWISSAID poursuivra donc ses efforts en vue d'intensifier la pression exercée à l'échelle internationale. *Lorenz Kummer, Lima*

Photos: Mitja Rietbrock, Lorenz Kummer, SWISSAID

En Equateur, le clonage des pommes de terre est une pratique ancestrale

Grâce à une technique particulière de clonage de pommes de terre, des agricultrices équatoriennes améliorent leur production. Un savoir-faire ancien qui a un bel avenir devant lui.

Les paysannes préparent le mélange de terreau qui accueillera les germes de pommes de terre. Les plants sont ensuite transplantés avec succès dans les champs.

Dans la Sierra équatorienne, l'agriculture représente la principale source de revenus pour la population. Des variétés locales de pommes de terre y sont cultivées, et forment la base de la nourriture de la population, au même titre que le maïs, le blé et les haricots.

A environ 250 km au sud de Quito, dans la province de Bolívar, Henry Rojas, ingénieur agronome équatorien, engagé par SWISSAID, forme les paysannes à la technique du clonage pour la reproduction de la pomme de terre. Une pratique ancestrale qui favorise la fertilité des sols, rend les plantes résistantes aux parasites et aux maladies; et surtout améliore la qualité du tubercule. Trois communautés – Capito, Sauce Nahuán et Amapolas – ont bénéficié de la formation, soit au total 70 personnes.

La méthode enseignée fait penser à une recette de cuisine: commencer par confectionner un substrat avec des ingrédients naturels: du terreau, du sable, du compost à partir de fientes de poulet ou de cuy, le cochon d'Inde local, de la chaux, saupoudrée de roche phosphorique. Mélanger le tout et vous obtiendrez un terrain fertile pour y accueillir non pas des tubercules entiers, mais des germes issus de la pelure de n'importe quelle variété de pomme de terre. Déposer ensuite des poignées de terre dans des sacs en plastique individuels et y semer le morceau de pelure avec le germe. Placer les sachets dans une serre pour une durée de 30 jours. Lorsque les pousses auront atteint une hauteur d'environ 15 cm, les placer à l'extérieur pour une période d'adaptation de 15 jours, puis les planter en terre.

Une pomme de terre donne 20 germes

Cette méthode présente de nombreux avantages. Une seule pomme de terre peut en effet engendrer jusqu'à 20 germes, et rien ne se perd, puisque le tubercule pelé peut aussi être consommé! De plus, la germination atteint 100%, contre 80% lorsque l'on plante les tubercules en entier.

Le procédé enseigné permet par ailleurs de réduire la période végétative d'environ 2 mois (120 jours), alors qu'avec les tubercules entiers, il faut compter 180 jours. Une bonne nouvelle pour les paysans et paysannes, qui croient souvent que les méthodes écologiques nécessitent plus de temps, et dès lors, hésitent à changer de méthode.

Le clonage coûte moins cher

Le clonage permet aussi d'épargner. Plus besoin d'acheter des plants de pommes de terre, ni des pesticides; ce qui, au final, représente des dépenses 10 fois moins élevées. Le calcul est vite fait et les paysannes soutenues par SWISSAID l'ont compris. De plus, le renoncement aux pesticides favorise la conservation des sols. Henry Rojas est désormais prêt à partager son savoir-faire avec des paysans et paysannes soutenus par SWISSAID, dans d'autres communautés de la région.

Christine Lombardo Oberson, Bolívar

Plus de photos de la méthode de clonage sous: **www.swissaid.ch/fr/equateur**

Equateur

Photos: Alois Speck; bureau SWISSAID Equateur

VOTRE
AIDE
CONCRÈTE

45 francs

Avec un tel don, vous fournissez par exemple à trois familles paysannes en **Equateur** des kits pour la préparation de fumure organique, composés de terreau, de roche phosphorique, de cuivre et d'autres nutriments pour favoriser la fertilité des sols.

SWISSAID – Changer l'avenir.

Les maraîchères de Bissau

Dans les faubourgs de Bissau, capitale de la Guinée-Bissau en Afrique de l'Ouest, 300 femmes appuyées par SWISSAID cultivent des légumes pour gagner leur vie. Si l'agriculture écologique améliore leurs récoltes, les cours d'alphabétisation leur permettent de mieux s'intégrer au sein de la société.

Dans les champs autour de la capitale, les paysans font brûler les résidus des récoltes. Pour rejoindre « Granja Pessubé », il faut d'abord traverser une zone jonchée de détritus. Derrière, s'étend une oasis de 8 hectares, divisée en petites plates-bandes où apparaissent les têtes vertes et croquantes d'innombrables salades.

« Nous cultivons toujours ce qui se vend le mieux, en fonction des saisons », explique Ermelinda Pedro Mendaça. Lors de notre passage, en plus des salades, les femmes cultivent également des choux, des piments, des concombres, du manioc et d'autres légumes dans l'optique de diversifier leurs cultures. A cela s'ajoutent, pendant la saison sèche, du maïs et des haricots. « Nous travaillons dans nos jardins toute l'année. Même quand il fait 40 degrés ou qu'il pleut à verse », indique la présidente de l'« Associacão Ghatenkar Ghaba na Ubon », en français « Association pour l'aide entre voisins dans la lutte contre la faim. »

L'organisation à laquelle adhèrent 300 femmes et 2 hommes est soutenue par SWISSAID depuis deux ans. Au cours de cette période, la vie des maraîchères s'est durablement améliorée sur deux plans : l'éducation et l'alimentation. Grâce à des cours d'alphabétisation, nombre d'entre elles savent désormais lire, écrire et compter. Et grâce aux méthodes modernes de l'agriculture écologique, elles luttent efficacement contre la faim et la malnutrition.

Aux abords des champs, on entend tout à coup des voix qui marmonnent, et font penser à un service religieux. Mais il s'agit d'un tout autre rituel : les femmes répètent ce que l'enseignante écrit au tableau, dans le petit centre d'alphabétisation construit par SWISSAID. « Si tu ne sais ni lire ni écrire, tu es exclue, tu ne fais pas partie de la société », explique Ermelinda. Elle n'a appris l'alphabet qu'à l'âge adulte, mais sa soif de connaissance est loin d'être étanchée. Aujourd'hui, elle étudie pour devenir enseignante. Maria Mango, également membre de l'association, a l'esprit pratique : « Savoir calculer m'aide sur le marché. Maintenant, je sais combien de monnaie on doit me rendre. »

« No chimica ! »

Ermelinda est maraîchère depuis 30 ans. « C'est ma grand-mère qui m'a transmis ses connaissances », raconte-t-elle. Néanmoins, c'est dans un cours d'agriculture écologique de SWISSAID qu'elle a appris que le fait de planter des oignons à côté de tomates permet de chasser les insectes. « No, no, no chimica ! », prêche Ermelinda, l'index levé, un large sourire sur son visage.

L'agriculture écologique se marie bien avec ce qu'elle a acquis de par son expérience. « Mais le plus important, c'est l'eau. Sans eau, tout se dessèche », ajoute la paysanne Maria Mango. C'est pourquoi l'association souhaite construire, avec l'aide de SWISSAID, un système d'irrigation pour les champs situés aux portes de la ville.

Apprendre à tenir une comptabilité

Les femmes ignorent de combien leur rendement a augmenté depuis le passage aux méthodes écologiques. Pour la simple raison qu'autrefois, elles ne tenaient pas de comptabilité. Grâce à SWISSAID, Ermelinda l'a appris : elle sort fièrement un papier sur lequel sont notés avec soin les produits de la récolte et les prix. Pour la première fois, les femmes ont pu prendre conscience de ce que le maraîchage leur rapporte annuellement.

Avec ou sans comptabilité, pour la paysanne Nita Sampa, une chose est sûre : « Les semences et le matériel nous ont beaucoup aidées. Avec le complément de revenus, je peux payer l'école pour mes enfants et les médicaments. » Ainsi, la culture et la vente de légumes profitent à des familles entières, soit, pour ce seul projet, à plus de 2000 personnes. *Jon Andrea Florin, Bissau*

Guinée-Bissau

VOTRE AIDE CONCRÈTE

50 francs

Avec 50 francs, vous soutenez par exemple en **Guinée-Bissau** la construction du système d'irrigation de Granja Pessubé (coût total : 10 250 francs). Avec 65 francs, vous financez un cours d'agriculture écologique et de compostage pour cinq maraîchères. Du bon matériel de jardinage (arrosoir, houe) coûte 33 francs.

SWISSAID – Changer l'avenir.

Photo : Mitja Rietbrock

La boucherie créée par la coopérative est ouverte tous les jours. Marlene Rios et d'autres femmes y vendent essentiellement de la viande de porc.

Des femmes dynamiques créent des emplois

Dans le nord du Nicaragua, des femmes ont formé une coopérative et font leurs achats de viande en gros pour alimenter leurs petits commerces. L'an dernier, elles ont même ouvert une boucherie, et créé des emplois.

Désormais, Marlene Rios ne songe plus du tout à partir vivre dans la capitale Managua, ou encore au Costa Rica voisin. Et ce malgré la sécheresse qui, ces dernières années, a détruit jusqu'à 80% des récoltes de haricots et de maïs dans la région. Cette mère de deux enfants a eu de la chance; elle a trimé dur mais cela n'aurait pas suffi pour parvenir aux bons résultats qu'elle obtient aujourd'hui. C'est son savoir-faire qui s'est avéré décisif: grâce à l'introduction de méthodes agroécologiques qui ménagent le sol et éloignent les ravageurs, elle est parvenue à tirer de ses champs asséchés une récolte suffisante.

Marlene Rios vit dans un hameau proche de Dario, une petite ville du nord du Nicaragua. Il y a 7 ans, elle y a co-fondé, avec d'autres femmes, la coopérative « La Dariana ». Depuis lors, sa vie a radicalement changé. Elle a pu rénover la masure en planches dans laquelle elle vivait avec sa famille. Et elle a désormais une telle maîtrise des méthodes de culture agroécologique que des légumes, des céréales et des fruits poussent toute l'année sur son champ. « Aujourd'hui, nous avons beaucoup diversifié notre alimentation et l'avons rendue plus saine », affirme-t-elle. « Car avant, nous vivions tant bien que mal de ce que mon mari gagnait ici et là comme journalier. »

Des « kiosques de proximité »

La coopérative comprend 90 membres. Quelques femmes tiennent des petits commerces, des « kiosques de proximité », où elles vendent un peu de tout, du shampoing aux chips en passant par les bonbons. Grâce aux achats en gros, les femmes peuvent négocier de meilleurs prix.

Nombre d'entre elles profitent également de petits crédits, obtenus car elles sont membres de la coopérative, ce qui leur permet de démarrer des activités économiques. C'est le cas de Marlene Rios: elle a stocké sa récolte et vend les surplus seulement lorsque le prix est favorable. Mais l'argent liquide est rare. C'est pourquoi elle prend un crédit après la récolte. Elle parvient à le rembourser sans peine dès qu'elle peut vendre à bon prix ses légumes et ses céréales au marché. Le taux de remboursement des prêts de la coopérative avoisine les 100%.

La coopérative crée des emplois

L'an dernier, « La Dariana » a par ailleurs ouvert une boucherie dans laquelle Marlene Rios vend de la viande, et s'occupe de l'hygiène des lieux. Le magasin propose essentiellement de la viande de porc qu'un marchand itinérant vient livrer. La boucherie est ouverte tous les jours, ce qui a permis à la coopérative d'embaucher du personnel et de créer des emplois.

Partir travailler en ville ou dans un autre pays? Cette idée est définitivement écartée, malgré un environnement qui demeure difficile. « Nous avons suffisamment à manger et un logement. Mes enfants vont à l'école. Que pourrais-je vouloir de plus? »

Martina Herrera, Dario

VOTRE
AIDE
CONCRÈTE

80 francs
Avec un tel don, vous permettez par exemple à 20 paysannes du **Nicaragua** de suivre un atelier sur des méthodes agricoles facilitant une adaptation au changement climatique.
SWISSAID – Changer l'avenir.

Photo: Martina Herrera, SWISSAID

La sécheresse peut conduire au suicide

En Inde, la sécheresse sévit depuis 3 ans, dans une région où des organisations partenaires de SWISSAID réalisent des projets novateurs pour soutenir les activités menées par des femmes. Les mères chefs de famille et leurs enfants sont particulièrement touchés. Des travailleuses journalières ne sont plus embauchées, les greniers des petits paysans sont vides et le bétail périt. L'an dernier, le taux de suicide a dramatiquement augmenté.

Les femmes et les hommes font part de leurs problèmes. Principalement ceux liés à la sécheresse qui touche particulièrement les femmes chefs de famille et leurs enfants.

La sécheresse affecte des régions entières de la partie orientale de l'Etat fédéral de Maharashtra. Il s'agit d'une région reculée où la plus grande partie de la population dépend de l'agriculture et où l'Etat indien n'est que peu présent. Les programmes publics d'aide ne dépassent souvent pas le stade de la planification, ou ne bénéficient pas à tout le monde. Le gouvernement envoie par exemple des camions citernes d'eau potable dans les petites villes, mais la population de nombreux hameaux environnants, touchés par la sécheresse, ne voit rien venir. La situation est tellement tendue que les points d'eau sont devenus des lieux où éclatent régulièrement des bagarres.

Les puits communautaires sont à sec et les points d'eau les plus proches sont distants de plusieurs kilomètres. Dans certains hameaux, la population ne peut même pas compter sur 10 litres d'eau par jour; et les paysans doivent conduire leurs animaux affaiblis au point d'eau le plus proche, à des dizaines de kilomètres de marche. Dans l'urgence, ils vendent leur bétail, autrement dit leur capital, à vil prix.

C'est pourquoi dans les villages, SWISSAID finance des citernes d'eau potable pouvant contenir 2000 litres et des abreuvoirs pour les animaux. Les autorités se chargent de faire le plein de ces contenants.

Les femmes et les enfants sont les plus affectés par la sécheresse

La situation des mères chefs de famille est particulièrement difficile. Dans un pays où, déjà en temps normal, 2 enfants de moins de 5 ans sur 5 sont sous-alimentés, elles doivent élever seules leur progéniture, la nourrir et prendre en charge les frais de scolarité. Le plus souvent, elles œuvrent comme travailleuses journalières dans les champs de la région. Mais quand les pluies tardent à venir, les opportunités se font rares. Pour parer aux besoins les plus urgents, les femmes doivent pouvoir compter sur des revenus propres.

Le programme de travail étatique garantit à tous le droit à un travail rémunéré 100 jours par an, et un paiement dans les 15 jours suivant la fin des travaux. L'accent est mis sur les projets routiers des pouvoirs publics. Des machines sont utilisées, mais certaines tâches sont réservées à des personnes non-qualifiées, pour qu'elles aient ainsi un job. Les femmes et les journaliers doivent cependant exiger leur droit au travail. Les organisations partenaires de SWISSAID les aident à le faire. Elles entretiennent de bons contacts avec les autorités si bien que 5700 femmes et journaliers devraient obtenir un revenu propre au cours des mois à venir.

Le cercle vicieux de l'endettement

Mais tous ne peuvent pas travailler sur les chantiers. Les femmes qui s'occupent d'enfants en bas âge ou de personnes âgées reçoivent de manière ponctuelle de quoi satisfaire leurs besoins les plus urgents. Faute de quoi, elles sont contraintes de contracter des emprunts à des taux usuriers, qu'elles peineront à rembourser plus tard.

Les dettes provoquent une détresse plongeant de nombreuses personnes dans un profond désespoir. Le nombre de suicides a dramatiquement augmenté dans les villages. «Depuis le début de la sécheresse, nous constatons plus souvent des troubles psychiques et les dépressions sont monnaie courante», affirment les représentants au bénéfice d'une formation médicale de l'organisation partenaire de SWISSAID. Celle-ci forme des «psychologues aux pieds nus» qui tendent l'oreille aux préoccupations des villageois et font en sorte que les personnes les plus atteintes puissent consulter un psychiatre expérimenté. *Pia Wildberger*

VOTRE AIDE CONCRÈTE

220 francs

Avec un tel don, vous financez par exemple une citerne de 2000 litres d'eau potable pour un village **indien**. Un abreuvoir pour le bétail coûte 75 francs.

SWISSAID – Changer l'avenir.

Photo: Bureau SWISSAID Inde

Le Burkina Faso renonce au coton transgénique

Bonnes nouvelles : juste avant Noël 2015, le Conseil fédéral annonçait vouloir prolonger le moratoire sur les OGM en Suisse jusqu'en 2021. Et en ce début d'année 2016, le Burkina Faso décide de renoncer au coton transgénique de Monsanto.

Lors du World Economic Forum qui s'est tenu en janvier 2016 à Davos, Bill Gates a de nouveau vanté les mérites des cultures génétiquement modifiées pour lutter contre la faim et la pauvreté en Afrique. Mais dans sa ritournelle, l'ex-patron de Microsoft a oublié de mentionner une information de taille : le Burkina Faso, transformé par Monsanto en un véritable laboratoire pour tester toutes sortes de cultures génétiquement modifiées, a entamé sa sortie du coton transgénique.

Le Burkina, une vitrine pour les OGM

Cette décision constitue un échec majeur pour les cultures transgéniques sur le continent africain, lequel subit depuis plusieurs années d'énormes pressions de la part des géants de l'agrochimie, mais aussi des Etats-Unis, de l'USAID et des institutions financières internationales, pour ne citer qu'eux. Cette décision courageuse, de la part d'un pays qui figure parmi les plus pauvres de la planète, pourrait avoir des répercussions sur les autres pays de la région, dont les délégations, à l'invitation de Monsanto, se succédaient sur les champs de coton du Burkina, transformés en vitrine pour la promotion des OGM en Afrique de l'Ouest et centrale. Las. La réalité a fini par rattraper la propagande du lobby agrogénétique. Depuis l'introduction du coton transgénique, imposé par le haut pour des motifs hautement politiques, la culture du coton burkinabé n'a cessé de décliner. Il était pourtant réputé pour sa grande qualité, résultant d'un programme de sélection très réussi.

Durant les premières années de la commercialisation du coton transgénique de Monsanto, les paysans ont constaté une baisse dans la longueur des fibres et dans les ratios d'égrenage. Les employés de Monsanto ont évoqué un stress hydrique et d'autres problèmes météorologiques. Mais les problèmes de qualité ont persisté, et lors de la saison 2013/2014, plus des deux tiers de la récolte du pays ont été classés comme étant de qualité inférieure.

Face à l'incurie de Monsanto qui ne parvient pas à résoudre les problèmes de qualité, les sociétés cotonnières burkinabé perdent patience, et prennent la décision, en ce début d'année 2016, de mettre un terme à l'aventure. Elles demandent en outre à Monsanto de leur verser 280 millions de dollars, pour compenser les pertes subies depuis 2010, en raison de la baisse de la qualité du coton.

L'expérience du coton transgénique au Burkina Faso illustre parfaitement ce que SWISSAID répète depuis longtemps : ce n'est pas de biotechnologies et d'OGM dont les agriculteurs du monde ont besoin, mais d'une agriculture écologique, respectueuse de l'environnement, et d'une recherche agricole de proximité, adaptée au contexte, pour répondre aux conséquences du changement climatique.

Catherine Morand

Photo : Michael Würtenberg

Chin-genta ?

Que signifierait un éventuel rachat de Syngenta par ChemChina ? Quelles pourraient en être les conséquences pour l'agriculture mondiale et l'agro-écologie ? Cette fusion est-elle synonyme de percée pour les plantes utiles génétiquement modifiées ?

ChemChina, géant chinois public de la chimie, fort de 1,35 milliard de consommateurs, fait son marché. Sa cible actuelle : Syngenta. Néanmoins, le dernier mot reviendra aux actionnaires et aux autorités américaines, plus précisément au comité des investissements étrangers aux Etats-Unis. Ce projet de rachat souligne tout d'abord que les groupes agrochimiques mondiaux sont en plein bouleversement : la pression sur le rendement est considérable, car celui-ci n'est plus garanti par leur cœur de métier, l'agriculture. La reprise de Syngenta par Monsanto ayant été contrée, ChemChina est désormais considérée comme un sauveteur et un partenaire idéal pour l'entreprise bâloise.

Depuis plusieurs années, le secteur agricole fait l'objet d'un processus de consolidation. Les rachats font désormais partie du modèle commercial. Au cours des deux dernières décennies, les six principaux fabricants mondiaux d'intrants agricoles – pesticides, semences, engrais – ont absorbé plus de 200 entreprises de semences et de pesticides. Aujourd'hui, ces six acteurs contrôlent 75% des ventes d'engrais et de pesticides et la même proportion des fonds privés destinés à la recherche.

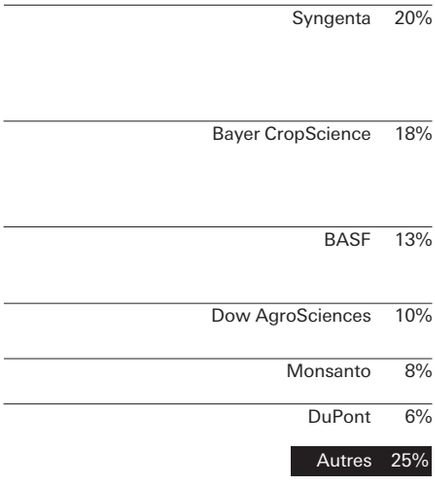
Politique de l'autruche

Face à cette situation, deux questions se posent. Que signifie le rachat de Syngenta pour les petits paysans dans les pays du Sud ? Et qu'implique-

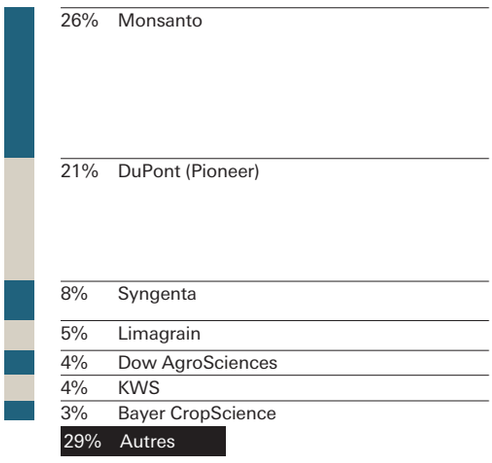
Photos: Ldd, etc group.org, agriflanders.be/flicker

t-il pour les 2500 emplois dans notre pays ? Dans les milieux politique et médiatique suisses, une bienveillance résignée semble être de mise. On accorde trop de foi à la promesse des futurs propriétaires de conserver le siège principal et les emplois en Suisse ainsi que de continuer à respecter des normes sociales et environnementales strictes qu'ils ont eux-mêmes fixées (« Good Growth Plan »). Bien que Syngenta fasse partie des plus grands groupes semenciers et agrochimiques de la planète, les débats occultent totalement les répercussions que cette opération pourrait avoir sur notre production alimentaire et sur l'agriculture mondiale. Pourtant, la concentration des pouvoirs risque d'accroître la dépendance des paysans, en particulier dans les pays en développement, et de réduire de façon préoccupante la liberté de choix en matière de produits cultivés.

Six entreprises contrôlent 75% du marché mondial des pesticides



Sept entreprises contrôlent 71% du marché mondial des semences



Opacité accrue

Une chose est sûre : si la transaction a lieu, Syngenta sera nationalisée de facto et ne sera plus négociée en Bourse. Son obligation de rendre des comptes aux actionnaires disparaîtra et, à plus ou moins long terme, la nouvelle entreprise dévoilera certainement de moins en moins ses cartes. Les projets et les décisions stratégiques s'opacifieront, et Syngenta deviendra une « boîte noire ».

Il est donc d'autant plus important de pouvoir garder un œil sur Syngenta en Suisse et de renforcer le rôle de surveillance exercé par la société civile. Mais en tant qu'entreprise publique chinoise peu soucieuse d'optimiser ses bénéfices, Syngenta ne sera plus obligée de tenir compte de la critique ni de l'opinion publique. Elle pourra alors servir des intérêts stratégiques très différents.

Les règles du jeu pourraient être changées avec la fusion entre Syngenta et ChemChina.

L'alliance Multiwatch publie mi-avril « Le livre noir de Syngenta », avec des contributions notamment de Vandana Shiva (lauréate du Prix Nobel alternatif), Miguel Altieri (référence en matière d'agroécologie) ou de Florianne Köchlin (critique au sujet des OGM).
Le livre, en allemand, peut être commandé sous www.multiwatch.ch

Syngenta, instrument de pouvoir géopolitique

Syngenta doit-elle renforcer l'influence chinoise en Afrique et en Asie et imposer des intérêts géopolitiques ? L'entreprise prépare-t-elle la voie à la Chine pour que celle-ci se hisse, aux côtés des Etats-Unis, au rang de puissance mondiale dans le secteur agricole et facilite la percée des organismes génétiquement modifiés (OGM) ?

Les dirigeants du groupe bâlois laissent entendre que si des Chinois prenaient les commandes de Syngenta, la méfiance des 1,35 milliard de consommateurs chinois à l'égard des OGM disparaîtrait. Néanmoins, le rachat vise avant tout à faire passer en force en Chine et, plus tard, en Inde et en Afrique, un système agricole industriel reposant sur un usage intensif de la chimie.

En prime, le géant chinois de l'agrochimie recevra un beau bouquet de brevets sur des plantes et des animaux. On peut sérieusement douter que cette nouvelle Syngenta écoutera et prendra en compte les intérêts et les besoins des petits paysans et de la société civile locale. Bien au contraire : il est nettement plus probable qu'elle sera utilisée comme un instrument agressif de pouvoir géopolitique, comme Monsanto pour les Etats-Unis. *Fabio Leippert*

L'enjeu concerne-t-il les brevets et le contrôle de l'alimentation ?

Grâce à cette opération, ChemChina s'assurerait l'ensemble des brevets de Syngenta : des brevets sur des techniques et des pesticides, mais aussi sur des plantes, parfois issues de sélection traditionnelle. Le grand public ignore tout ce que le groupe agroalimentaire a racheté et fait breveter ces dernières années pour ses banques de données génétiques. L'Office européen des brevets a d'ores et déjà octroyé 2400 brevets sur des plantes, dont 120 concernent des légumes sélectionnés de manière conventionnelle. Citons par exemple le cas du brocoli, qui provient de variétés sauvages et n'est en aucun cas une invention. Avec l'alliance « No Patents on Seeds », SWISSAID se bat depuis longtemps contre ce brevetage du vivant.

Même ceux qui ne s'opposent pas au brevetage de semences et d'espèces végétales devraient s'inquiéter de voir les bases de l'alimentation tomber bientôt presque exclusivement entre des mains américaines et chinoises. Tel n'est pourtant pas le cas du Conseil fédéral, qui commente avec bienveillance le rachat, accorde une foi aveugle aux promesses chinoises et continue de se murer dans le silence concernant la problématique du brevetage.

Aidez-nous à lutter contre le brevetage et signez la pétition pour que les décideurs suisses prennent position à ce sujet :

www.swissaid.ch/fr/brevets-et-genie-genetique

Multinationales et développement durable : des conférences à Lausanne

Le service de documentation d'Alliance Sud innove et organise une série de conférences passionnantes sur le thème des multinationales, dans les locaux d'Alliance Sud, à l'avenue de Cour 1 à Lausanne. Vous y êtes tous et toutes cordialement invité/es.

12.05.2016
« Etats et multinationales : un partenariat pour le développement ? »
Conférence de Gilles Carbonnier, prof. IHEID Genève. 18h30–20h, suivi d'une discussion et d'un apéritif, ouvert à tous.

08.06.2016
« TAFTA, TISA, TPP, CETA, prise de pouvoir des multinationales ? »
Conférence de Isolda Agazzi, Alliance Sud, spécialiste du commerce international. 18h30–20h, suivi d'une discussion et d'un apéritif, ouvert à tous.

16.06.2016
Projection de **« Des bananes – à prix cassés »,** de Sarah Zierul, 2012, 12h15-13h15

Le programme complet est sous : **www.alliancesud.ch/fr/infodoc/programme/2016**

SWISSAID aimerait avoir votre avis !

Que pensez-vous de notre magazine « Le Monde Swissaid » ? Cette question et d'autres ont été posées à nos lecteurs fin février 2016, au cours d'une enquête téléphonique menée à bien dans toute la Suisse. Peut-être figurez-vous parmi les personnes qui ont été interrogées ? La raison de ce sondage : le magazine « Le Monde SWISSAID », tel que vous le tenez entre les mains, va faire peau neuve. A cette occasion, nous souhaitons également en repenser le contenu et intègrerons donc au nouveau concept les suggestions que vous nous aurez transmises. Il nous importe non seulement de tenir compte de vos préoccupations, mais aussi de savoir ce qui plaît ou dérange nos donateurs.

Ces derniers mois, SWISSAID a changé son site Web, sa newsletter ainsi que différentes brochures, afin de les adapter à son nouveau « corporate design », c'est-à-dire à sa nouvelle identité visuelle. Nous espérons que vous apprécierez ces changements et nous nous réjouissons d'ores et déjà de vos réactions, de l'expression de vos critiques ou de votre satisfaction. Car les critiques constructives sont indispensables pour avancer. Par conséquent, nous remercions d'ores et déjà toutes celles et tous ceux qui prendront leur plume ou leur clavier pour nous faire part de leur avis (SWISSAID – Rue de Genève 52 – 1004 Lausanne – j.florin@swissaid.ch).

APPEL
contre la faim et la pauvreté

Signez la pétition des œuvres d'entraide suisses !

L'engagement sur le long terme de la Suisse pour lutter contre la faim et la pauvreté est menacé : le Conseil fédéral a en effet décidé de couper drastiquement dans le budget de la coopération bilatérale au développement. Il est inacceptable que des économies soient faites sur le dos des plus pauvres, alors que des milliers de personnes, sans aucune perspective d'avenir, sont obligées de quitter leur région, leur pays, pour aller chercher ailleurs de quoi nourrir leur famille.

Dans ce contexte, Alliance Sud, l'organisation faîtière des œuvres d'entraide suisses, dont SWISSAID fait partie, lance un appel contre la faim et la pauvreté. N'hésitez pas à signer, vous aussi, la pétition à l'adresse www.appel-pauvrete.ch (tout le monde peut signer, pas seulement les Suisses).

Bien sûr, il faut parfois faire des économies – mais au bon endroit s'il vous plaît ! Conformément à la tradition humanitaire de notre pays, nous nous devons de soutenir partout l'instauration d'un Etat de droit, la construction de sociétés plus justes ainsi que la lutte en faveur de la sécurité, de la liberté et de la dignité. Plutôt que de faire des économies au mauvais endroit, la Suisse doit tout mettre en œuvre pour atteindre les Objectifs de développement durable de l'ONU, auxquels le Conseil fédéral a adhéré à l'automne 2015.

www.appel-pauvrete.ch

Photo: Ldd

Avec modestie et engagement. Voilà comment Margrith et Bäni Hess-Vogel soutiennent l'action politique et les projets d'entraide de SWISSAID depuis leur mariage. Pendant toutes ces années, ils nous ont ainsi apporté une aide précieuse.

« Nous vivons ici comme des coqs en pâte »

Peu après leur mariage, Margrith et Bäni Hess-Vogel ont effectué leur premier don commun. « Nous étions jeunes et avions à déterminer qui serait responsable des finances ou qui s'occuperait du jardin. » C'est ainsi qu'ils en sont venus à parler des dons. « Le travail en matière de politique de développement comptait beaucoup pour nous, se souviennent-ils. La question de l'eau nous préoccupait particulièrement. » Ils ont alors versé de l'argent pour la première fois à SWISSAID. C'était il y a 35 ans. Depuis, ils sont toujours restés fidèles à notre organisation. « Nous pouvons donner plus ! », estimaient-ils à l'époque. Et ils le pensent encore maintenant.

Entre hier et aujourd'hui, la moitié d'une vie s'est écoulée : le couple a élevé trois enfants à Triengen, dans le canton de Lucerne, s'est engagé politiquement, a effectué de nombreuses tâches bénévoles, et a gravi des échelons professionnels. Bäni Hess forme de futurs infirmiers à la Haute école spécialisée d'Aarau. Il est spécialisé dans les soins palliatifs : « S'occuper de la mort améliore la qualité de vie – on sait combien l'existence est précieuse », affirme-t-il.

> « S'occuper de la mort améliore la qualité de vie – on sait combien l'existence est précieuse. »

Margrith Hess-Vogel a pris en charge le grand jardin qui s'étend devant la maison. Grâce à ses soins attentifs, celui-ci est depuis de nombreuses années un vrai modèle de diversité. Des salades y poussent même en hiver, ainsi que différentes variétés de choux, du fenouil et du cynorrhodon. Un couple de canards domestiqués tient les escargots à l'écart, et plus d'une personne a déjà demandé conseil à Margrith pour apprendre à composter selon les règles. Professionnellement, elle est technicienne en analyses biomédicales à l'hôpital et préside la coopérative d'habitation régionale.

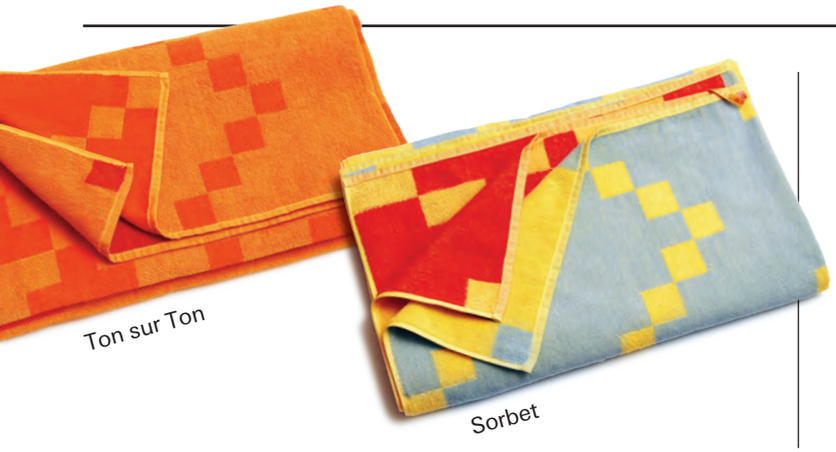
Depuis que les enfants ont quitté le nid, les époux ont plus de temps l'un pour l'autre et pour leurs loisirs, comme la randonnée dans les montagnes valaisannes. Dans le petit village de Mund (VS), où l'on cultive le safran et où un panorama lointain s'ouvre jusqu'au Weisshorn et au-delà, ils prennent le temps de lire, de se promener, de faire de la musique ou de peindre.

Margrith Hess-Vogel a pris fait et cause pour le mouton à nez noir du Valais, une espèce rare. A table, la discussion s'enflamme brièvement sur les loups, les moutons et les indemnisations. Le visiteur devine que chez les Hess-Vogel, on se plaît à défendre avec passion ses opinions politiques. D'autant que Bäni Hess a représenté les Verts pendant dix ans au Grand Conseil lucernois.

Mais pourquoi le couple soutient-il régulièrement le travail de coopération au développement mené par SWISSAID ? « C'est une question d'équité », répondent-ils à l'unisson. « Nous vivons ici comme des coqs en pâte, alors qu'ailleurs, des gens souffrent de la faim. » Tout le monde devrait avoir suffisamment pour vivre. Depuis 35 ans, ils n'ont pas changé d'avis. « Car nous sommes aussi responsables, par nos actes, de ce qui se passe ailleurs. »

Pia Wildberger

Photo: Michael Würtenberg



Parapluie pliable SWISSAID

Ce parapluie aux couleurs de SWISSAID est pratique. Léger et stable, il se range aisément dans sa petite housse.

Diamètre : env. 98 cm
Prix : Fr. 29.–

Un cadeau moelleux et chic

La designer zurichoise Salome Rinderknecht a laissé libre cours à son imagination pour créer une collection exclusive de linges de bain et essuie-mains en s'inspirant des pays du Sud dans lesquels SWISSAID est active.

Incroyablement moelleux, ces linges sont fabriqués avec du coton bio et sont de qualité supérieure. Disponibles en deux coloris, en édition limitée et jusqu'à épuisement du stock.

Linge de bain :
70 x 140 cm, Fr. 65.–

Essuie-main :
50 x 100 cm, Fr. 35.–

Lot de linge de bain et essuie-main
Fr. 90.–
(au lieu de Fr. 100.–)

Photos: Hugo Schild

Un coup de pouce pour les jeunes mamans

Dans toutes les familles, ici et ailleurs, les mamans font le maximum pour garantir à leur nouveau-né le meilleur environnement possible. Dans les pays du Sud, dans un contexte de grande précarité, les parents ne sont pas toujours en mesure d'assurer à leur petit enfant le bien-être auquel il aurait droit, à sa naissance, et pour grandir dans de bonnes conditions. Grâce à votre don, vous aidez des mères d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine à subvenir aux besoins de leurs enfants.

Prix : Fr. 50.–

Vous trouverez d'autres cadeaux originaux pour petits et grands ainsi que nos certificats cadeau sous www.boutique.swissaid.ch

Talon

Un coup de pouce pour les jeunes mamans
☐ Certificat(s) cadeau à Fr. 50.– pour permettre aux mères d'offrir à leurs enfants un meilleur avenir dans les pays du Sud.

Linges de bain et essuie-mains
☐ Linge(s) de bain Sorbet à Fr. 65.–
☐ Essuie-main(s) Sorbet à Fr. 35.–
☐ Lot(s) de linge de bain et essuie-main Sorbet à Fr. 90.–
☐ Linge(s) de bain Ton sur Ton à Fr. 65.–
☐ Essuie-main(s) Ton sur Ton à Fr. 35.-
☐ Lot(s) de linge de bain et essuie-main Ton sur Ton à Fr. 90.–

Parapluie SWISSAID
☐ pièce(s) à Fr. 29.–

Fonds SWISSAID pour le futur
☐ J'aimerais en savoir plus sur les possibilités d'inscrire SWISSAID sur mon testament ou de faire une donation. Merci de me faire parvenir votre brochure sur les legs et donations.

Les frais de port et d'emballage sont facturés en sus, sauf pour les certificats cadeaux pour lesquels ils sont offerts. Votre commande sera accompagnée d'une facture.

Merci d'utiliser les bulletins de versement pour vos dons, ce qui nous évite des frais. Notez vos remarques sur ce talon, ou envoyez-nous quelques lignes, par courrier ou courriel.

Prière d'affecter mon don

au projet

au pays | au thème

Nom | Prénom | N° de référence

Rue | NPA / Localité | Téléphone

Date de naissance | Courriel

Date | Signature

Bulletin à envoyer à SWISSAID, Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5 ou info@swissaid.ch

SWISSAID